

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 137

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 335 (*)

La tutela e l'integrazione delle minoranze come fattore di stabilità
nel Caucaso meridionale

Annunziata il 10 gennaio 2006

L'ASSEMBLEE,

1. *Réaffirmant* son profond attachement à la paix et à la stabilité dans le Caucase du Sud;

2. *Rappelant* que l'Alliance atlantique a décidé lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement d'Istanbul en 2004, d'« insister tout spécialement sur l'engagement avec nos Partenaires des régions stratégiquement importantes que sont le Caucase et l'Asie centrale »;

3. *Convaincue* que la protection et l'intégration des minorités nationales et religieuses sont essentielles à la paix et à la stabilité ;

4. *Consciente* que les pays du Caucase du Sud ont subi des changements démo-

graphiques importants depuis leur indépendance, qui ont parfois conduit à une vulnérabilité et un isolement plus grands des populations minoritaires;

5. *Se félicitant* des mesures encourageantes prises par les gouvernements et les parlements d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie en faveur de la protection et de l'intégration des minorités;

6. *Notant, toutefois,* que des mesures complémentaires sont nécessaires pour assurer l'intégration et la protection des minorités dans la région conformément aux normes internationales;

7. *Réaffirmant* qu'une protection appropriée des personnes appartenant à des minorités nationales et religieuses fait partie intégrante de la protection des droits de l'homme;

8. *Convaincue, par conséquent,* qu'une protection et une intégration efficaces des

* présentée par la Commission sur la dimension civile de la sécurité

minorités sont une preuve de l'engagement d'un gouvernement en faveur de la démocratie et de la stabilité politique;

9. *Faisant valoir* que, alors que des processus électoraux et des réformes constitutionnelles et politiques importants sont en cours en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie, des mesures doivent être prises pour s'assurer que ces processus soient transparents et démocratiques et garantissent une participation appropriée des groupes minoritaires;

10. *Affirmant* par ailleurs que les conflits en Abkhazie, en Ossétie du Sud et au Haut-Karabakh constituent des obstacles essentiels à la paix et à la stabilité de la région, et une source directe ou indirecte de tensions dans les relations entre les groupes majoritaires et minoritaires;

11. *Convaincue, par conséquent*, que la résolution des conflits dans les trois régions est étroitement liée à la protection et à l'intégration des minorités conformément aux normes internationales;

12. *Persuadée* que la promotion d'initiatives régionales et autres initiatives multilatérales telles que les accords de Sochi (2003) peut contribuer à renforcer la confiance et la tolérance mutuelles, notamment dans le cas de sociétés qui ont été déchirées par les conflits, et à relever les défis communs que pose la situation des groupes minoritaires;

13. **INVITE INSTAMMENT** les gouvernements et les parlements d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie:

a. à prendre les mesures nécessaires pour mettre pleinement en oeuvre les principaux instruments internationaux pour la protection des minorités dont, notamment, la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales et la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires;

b. à prendre les mesures nécessaires pour définir, conformément à leurs obligations internationales respectives, une stratégie politique claire et cohérente envers les minorités, et en concertation avec ces dernières;

c. à adopter et à mettre en oeuvre des programmes visant à favoriser l'intégration politique, économique et sociale des personnes appartenant à des minorités religieuses et nationales, et à garantir les conditions appropriées à la sauvegarde des cultures, des religions et des langues minoritaires, comme un élément essentiel de l'édification de sociétés pacifiques, tolérantes et ouvertes;

d. à faciliter, plus particulièrement, l'accès des personnes appartenant aux minorités aux fonctions politiques et administratives au sein du parlement et dans les administrations locales et nationales;

e. à s'engager pleinement en faveur de la résolution pacifique des conflits en Abkhazie, en Ossétie du Sud et au Haut-Karabakh, et à soutenir pleinement les efforts régionaux et internationaux actuels déployés à cet effet, notamment dans le cadre du Groupe de Minsk de l'OSCE, du Groupe des amis du Secrétaire général, et de la Commission de contrôle conjointe;

f. à intensifier les programmes de réformes politiques, juridiques, sociales et économiques, partie intégrante de leurs engagements envers les institutions internationales, y compris l'OTAN;

g. à encourager les initiatives visant à améliorer la situation des personnes déplacées et des réfugiés dans la région du Caucase du Sud afin de favoriser la confiance entre les sociétés;

14. **INVITE INSTAMMENT** les gouvernements et les parlements des pays membres et partenaires de l'Alliance atlantique:

a. à encourager les initiatives visant à instaurer, dans la région du Caucase du

Sud, un climat de confiance au sein des sociétés, et entre elles;

b. à intégrer, dans la mesure du possible, la question de la protection et de l'intégration des minorités dans leurs relations bilatérales et multilatérales avec les pays du Caucase du Sud;

c. à appuyer, dans la mesure de leurs possibilités et de leurs compétences, les efforts entrepris pour une résolution pa-

cifique des conflits en Abkhazie, en Ossétie du Sud et au Haut-Karabakh par les gouvernements et les parlements de la région, de concert avec les institutions internationales;

d. à poursuivre le dialogue constructif au sein de l'Assemblée, enceinte particulièrement propice à l'instauration d'un climat de confiance et de compréhension mutuelles.

Resolution 335 (*)

on the protection and integration of minorities as a contribution to stability in the South Caucasus

THE ASSEMBLY,

1. *Reaffirming*, its strong commitment to peace and stability in the South Caucasus;

2. *Recalling* that the Atlantic Alliance has decided at the 2004 summit of Heads of States and Government in Istanbul to put « a special focus on engaging with our Partners in the strategically important regions of the Caucasus and Central Asia »;

3. *Convinced* that the protection and integration of national and religious minorities is a key contribution to peace and stability;

4. *Recognizing* that the countries of the South Caucasus have undergone important demographic changes since their independence, which have sometimes led to greater vulnerability and isolation of minority populations;

5. *Commending* the encouraging measures taken by the governments and parliaments of Armenia, Azerbaijan and Georgia towards the protection and integration of minorities;

6. *Noting, however*, that further efforts are needed to ensure the integration and protection of minorities in the region according to international standards;

7. *Reaffirming* that adequate protection for persons belonging to national and religious minorities is an integral part of the protection of human rights;

8. *Convinced, therefore*, that the efficient protection and integration of minorities are an important indicator of a government's commitment to democracy and political stability;

9. *Stressing* that, as major electoral processes and constitutional and political reforms are currently under way in Armenia, Azerbaijan and Georgia, measures should be taken to ensure that these processes are transparent and democratic and guarantee an adequate participation of minority groups;

10. *Insisting also* that conflicts in Abkhazia, South Ossetia and Nagorno-Karabakh are fundamental obstacles to peace and stability in the region, as well as direct or indirect sources of tension in relations between majority and minority groups;

11. *Convinced, therefore*, of the strong link between the resolution of conflicts in the three regions and the adequate protection and integration of minorities according to international standards;

12. *Persuaded* that the promotion of regional and other multilateral initiatives such as the Sochi arrangements (2003) can help reinforce mutual confidence and to-

(*) Presented by the Committee on the Civil Dimension of Security.

lerance, particularly in the case of societies that have been torn apart by conflicts, as well as address common challenges in relation to the situation of minority groups;

13. **URGES** governments and parliaments of Armenia, Azerbaijan and Georgia:

a. to take the necessary steps to fully implement major international instruments for the protection of minorities, including, in particular, the Council of Europe Framework Convention for the Protection of National Minorities and the European Charter for Regional and Minority Languages;

b. to take the necessary steps to define, in accordance with their respective international obligations, a clear and coherent political strategy with regard to minorities in consultation with them;

c. to adopt and implement programmes to promote the political, economic and social integration of persons belonging to religious and national minorities, and to guarantee adequate conditions for the preservation of minority cultures, religions and languages, as key factors to building peaceful, open and tolerant societies;

d. to facilitate, in particular, the access by persons belonging to minorities to political and administrative positions in the parliament and in national and local administrations;

e. to commit fully to the peaceful resolution of the conflicts in Abkhazia, South Ossetia and Nagorno-Karabakh and to support fully ongoing regional and in-

ternational efforts to this effect, in particular, in the framework of the OSCE Minsk Group, the Group of Friends of the Secretary General, and the Joint Control Commission;

f. to intensify programmes for political, legal, social and economic reform, as part of their commitments to international institutions, including NATO;

g. to encourage initiatives to improve the condition of displaced persons and refugees in the South Caucasus region to help build confidence between societies;

14. **URGES** governments and parliaments of member and partner countries of the North Atlantic Alliance:

a. to encourage initiatives aiming at building confidence within and between societies in the South Caucasus region;

b. to integrate, whenever possible, the issue of protection and integration of minorities in their bilateral and multilateral relations with the countries of the South Caucasus;

c. to support, to the extent of their possibilities and competencies, efforts undertaken by the governments and parliaments in the region, together with international institutions, for the peaceful resolution of conflicts in Abkhazia, South Ossetia and Nagorno-Karabakh;

d. to continue the fruitful dialogue within the Assembly as an excellent forum for promoting confidence and mutual trust.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione n. 335 (*)

La tutela e l'integrazione delle minoranze come fattore di stabilità nel Caucaso meridionale

L'ASSEMBLEA,

1. *Riaffermando* il suo profondo attaccamento alla pace e alla stabilità nel Caucaso meridionale;

2. *Ricordando* che l'Alleanza atlantica ha deciso, in occasione del Vertice dei Capi di Stato e di governo di Istanbul nel 2004, di « insistere in special modo sull'impegno nei confronti dei nostri Partner delle regioni strategicamente importanti del Caucaso e dell'Asia centrale »;

3. *Convinta* che la tutela e l'integrazione delle minoranze nazionali e religiose rappresentino un contributo essenziale alla pace e alla stabilità;

4. *Riconoscendo* che i paesi del Caucaso meridionale, a partire dal conseguimento della loro indipendenza, sono passati attraverso dei cambiamenti demografici importanti che hanno portato talvolta ad una maggiore vulnerabilità e ad un accresciuto isolamento delle popolazioni minoritarie;

5. *Rallegrandosi* per le misure incoraggianti adottate dai governi e dai parlamenti dell'Armenia, dell'Azerbaïdjan e della Georgia a favore della tutela e dell'integrazione delle minoranze;

6. *Osservando, tuttavia*, che sono necessarie misure complementari al fine di garantire l'integrazione e la tutela delle minoranze nella regione, conformemente agli standard internazionali;

7. *Riaffermando* che una protezione adeguata delle persone che appartengono a minoranze nazionali e religiose costituisce parte integrante della tutela dei diritti dell'uomo;

8. *Convinta, pertanto*, che una tutela ed un'integrazione efficaci delle minoranze rappresentino un indicatore importante dell'impegno assunto da un governo a favore della democrazia e della stabilità politica;

9. *Mettendo in evidenza* che, dal momento che in Armenia, in Azerbaïdjan e in Georgia sono in corso processi elettorali e importanti modifiche costituzionali e politiche, si rende necessaria l'adozione di misure volte a garantire la trasparenza e la democrazia di detti processi e ad assicurare una partecipazione adeguata dei gruppi minoritari;

10. *Affermando inoltre* che i conflitti in Abkhazia, nell'Ossezia del Sud e nel Nagorno-Karabakh costituiscono dei seri ostacoli alla pace e alla stabilità della regione, e una fonte diretta e indiretta di tensioni nelle relazioni tra gruppi maggioritari e minoritari;

(*) Presentata dalla Commissione sulla dimensione civile della sicurezza.

11. *Convinta, pertanto*, che la risoluzione dei conflitti nelle tre regioni sia strettamente legata alla tutela e all'integrazione delle minoranze in conformità alle norme internazionali;

12. *Persuasa* che la promozione di iniziative regionali e di altre iniziative multilaterali, come le disposizioni di Sochi (2003), possa contribuire a rafforzare la fiducia e la tolleranza reciproche, specialmente nel caso di società che sono state lacerate dai conflitti, e a raccogliere le sfide comuni poste dalla situazione dei gruppi minoritari;

13. **SOLLECITA** i governi e i parlamenti dell'Armenia, dell'Azerbaïdjan e della Georgia:

a. ad adottare le misure necessarie ad applicare pienamente i più importanti strumenti internazionali per la tutela delle minoranze, in particolare la Convenzione-quadro del Consiglio d'Europa per la protezione delle minoranze nazionali e la Carta europea delle lingue regionali o minoritarie;

b. ad adottare le misure necessarie a definire, conformemente ai rispettivi obblighi internazionali, una strategia politica chiara e coerente nei confronti delle minoranze, e di concerto con esse;

c. ad adottare e ad attuare programmi volti a favorire l'integrazione politica, economica e sociale delle persone che appartengono a minoranze religiose e nazionali e a garantire le condizioni idonee alla salvaguardia delle culture, delle religioni e delle lingue minoritarie, quale elemento di fondamentale importanza per la costruzione di società pacifiche, aperte e tolleranti;

d. ad agevolare in particolar modo l'accesso alle cariche politiche e amministrative all'interno dei parlamenti e delle amministrazioni locali e nazionali di coloro che appartengono a delle minoranze;

e. ad impegnarsi pienamente a favore della risoluzione pacifica dei conflitti in Abkhazia, nell'Ossezia del Sud e nel Nagorno-Karabakh, e ad appoggiare appieno le iniziative regionali ed internazionali indirizzate in tal senso, in particolar modo nell'ambito del Gruppo di Minsk dell'OSCE, del Gruppo degli Amici del Segretario generale e della Commissione di controllo congiunta;

f. ad intensificare i programmi per le riforme politiche, giuridiche, sociali ed economiche, quale parte integrante del loro impegno nei confronti delle istituzioni internazionali, NATO compresa;

g. ad incoraggiare le iniziative volte a migliorare la situazione dei profughi e dei rifugiati nella regione del Caucaso meridionale al fine di favorire l'instaurarsi di un clima di fiducia tra le società;

14. **SOLLECITA** i governi e i parlamenti dei paesi membri e dei paesi partner dell'Alleanza atlantica:

a. ad incoraggiare le iniziative volte ad instaurare nella regione del Caucaso meridionale un clima di fiducia all'interno delle società, e tra di esse;

b. ad inserire, per quanto possibile, la questione della tutela e dell'integrazione delle minoranze all'interno delle loro relazioni bilaterali e multilaterali con i paesi del Caucaso meridionale;

c. a sostenere, nella misura delle loro possibilità e delle loro competenze, le iniziative intraprese dai governi e dai parlamenti della regione, di concerto con le istituzioni internazionali, finalizzate ad una risoluzione pacifica dei conflitti in Abkhazia, nell'Ossezia del Sud e nel Nagorno-Karabakh;

d. a proseguire nella strada del dialogo costruttivo avviato all'interno dell'Assemblea, quale sede particolarmente propizia alla creazione e alla promozione di un clima di fiducia e di comprensione reciproche.